



À Madame la Ministre Joëlle WELFRING
Ministère de l'Environnement, du Climat et du
Développement durable
Monsieur Charel GLEIS
4, place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

Objet : Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE). Evaluation du projet « LUXTRAM – Tronçon CHL & Pafendall » sur le territoire de la Ville de Luxembourg

Concerne : Avis de l'INRA

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception du dossier référencé en objet, qui nous a été transmis le 22 décembre 2021.

Suite à l'examen de ce dossier, l'Institut national de recherches archéologiques m'a informée que l'impact que ce projet peut avoir sur le patrimoine archéologique a bien été analysé dans le rapport de l'EIE. Comme précisé dans le chapitre 3.2.7, une partie du tronçon concerné présente **une sensibilité archéologique**.

Afin de pouvoir déterminer la nature, l'ampleur et l'état de conservation des vestiges archéologiques présents, **je recommande d'effectuer des opérations d'archéologie préventive sur une partie du projet**. Si ces opérations archéologiques s'avèrent être négatives et si aucun site archéologique n'a été découvert pendant les opérations, les terrains du projet en question bénéficient d'une levée de contrainte archéologique. Au contraire, si des structures archéologiques sont mises au jour pendant les opérations archéologiques, l'INRA prendra une décision sur le sort des vestiges en fonction de leur nature, de leur importance et du degré de leur conservation. Une protection de ce patrimoine culturel peut être de mise et entraîner la modification du projet.

Comme dans le cadre de l'EIE les frais de ces opérations archéologiques sont à charge de l'exploitant et qu'il est nécessaire d'inclure les résultats des opérations d'archéologie préventive ainsi que, le cas échéant, l'avis de l'INRA y relatif dans l'évaluation des incidences sur l'environnement, le requérant doit prévoir un délai imparti et un budget pour la réalisation des opérations recommandées par l'INRA.¹

¹ Article 7 alinéa 9 et article 21 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

En annexe, veuillez trouver le cahier des charges scientifiques relatives aux opérations d'archéologie préventive à réaliser dans le cadre de ce projet. Pour toute question relative à ces opérations archéologiques, le maître d'ouvrage est prié de contacter l'INRA, et plus précisément Madame Christiane Bis, responsable du service d'archéologie médiévale et postmédiévale à l'INRA (Tél : 26 02 81 26 - E-mail : Christiane.Bis@inra.etat.lu).

Pour information, une autorisation du Ministère de la Culture² est nécessaire pour toute opération archéologique. Elle est à solliciter auprès de l'INRA par l'opérateur archéologique désigné par le maître d'ouvrage. Quant aux autorisations d'accès aux terrains concernés, elles devront être obtenues avant le début des opérations archéologiques. Si des autorisations d'autres ministères ou administrations étatiques ou communales sont obligatoires avant la réalisation des opérations archéologiques, une copie de ces documents devra être transmise à l'opérateur archéologique par le maître d'ouvrage.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.



Sam TANSON

Ministre de la Culture

Annexe : Cahier des charges scientifiques

Copie à : Institut national de recherches archéologiques

² Article 11 de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel et Articles 4 - 8 du règlement grand-ducal du 9 mars 2022 précisant les modalités de la demande et de la délivrance de l'agrément des opérateurs archéologiques, fixant les conditions de demande et d'octroi de l'autorisation ministérielle nécessaire pour accomplir des opérations d'archéologie et déterminant les modalités de saisine et les documents à joindre à la demande de protection d'un élément immeuble relevant du patrimoine archéologique